

## L'Association des communautés francophones de l'Ontario de Toronto : de la chanson à l'action

Marcel Grimard

Number 18, Fall 2004

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1005357ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1005357ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Les Presses de l'Université d'Ottawa  
Centre de recherche en civilisation canadienne-française

### ISSN

1183-2487 (print)

1710-1158 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Grimard, M. (2004). L'Association des communautés francophones de l'Ontario de Toronto : de la chanson à l'action. *Francophonies d'Amérique*, (18), 149–155.  
<https://doi.org/10.7202/1005357ar>

# L'ASSOCIATION DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES DE L'ONTARIO DE TORONTO : DE LA CHANSON À L'ACTION

Marcel Grimard

Association des communautés francophones de l'Ontario de Toronto

À seize ans durant la fête de mon anniversaire, mon grand-père maternel, alors âgé de quatre-vingt-dix ans, m'a pris à part et m'a dit : « Maintenant que tu es un homme, il est temps que tu connaisses l'histoire de tes ancêtres ». Il m'a raconté l'arrivée de notre premier ancêtre en Nouvelle-France, la déportation de mon ancêtre Bergeron en 1755, l'engagement de mon arrière-arrière-grand-père dans la rébellion des Patriotes, la lutte scolaire de mon arrière-grand-père dans les cantons de l'Est et la fuite vers les États-Unis de mon grand-père pour éviter la conscription durant la Première Guerre mondiale, sa découverte de New York et des années folles. Cette rencontre m'a marqué pour la vie, et j'ai compris que chaque génération a une obligation envers la suivante et que les privilèges dont je profite aujourd'hui sont le résultat de l'action des générations qui m'ont précédé.

J'aimerais dans le présent article vous présenter les changements que nous avons apportés à l'Association des communautés francophones de l'Ontario de Toronto (ACFO-TO) et les motivations qui soutiennent notre démarche, démarche qui suit mon parcours en Ontario.

Ayant commencé, en 1997, mon doctorat en sociologie de l'éducation et de l'équité sociale à l'Institut de recherches pédagogiques de l'Ontario de l'Université de Toronto, j'ai rapidement participé aux activités du Centre de recherche en éducation franco-ontarienne (CREFO). J'ai eu la chance de travailler avec Monica Heller, Normand Labrie, Diane Farmer et Diane Gérin-Lajoie sur plusieurs projets de recherche dont le plus important le projet « prise de parole », auquel ont collaboré des personnes provenant de Toronto, de Moncton, de Francfort et de Montpellier. Durant ces années de formation, j'ai appris les notions d'analyse de discours, d'hégémonie discursive, de violence symbolique, bref les différents cadres théoriques sur lesquels était fondée cette importante recherche ethnométhodologique sur la construction identitaire des francophones en situation minoritaire en Ontario et en Acadie.

Selon les résultats de cette recherche, trois discours sont présents dans les communautés francophones en situation minoritaire : le discours traditionnel, le discours modernisant et le discours mondialisant.

Le premier discours, le discours traditionnel, se caractérise par un discours dominé par l'élite dite traditionnelle : les professions libérales, le clergé et la petite bourgeoisie marchande. Les valeurs véhiculées sont l'attachement à la terre, la survie de la langue française et la pratique de la religion catholique. Par ailleurs, afin d'assurer sa survie, la communauté francophone doit se séparer de la communauté anglophone. Cette séparation se fait en « démonisant » le capitalisme, les syndicats socialistes et le monde urbain. Ce discours manichéiste vise à assurer la survie de la race canadienne-française par la revanche des berceaux, la piété et le dédain de l'enrichissement.

Le second discours, le discours modernisant, s'inscrit dans la période d'affirmation nationale des Canadiens français du Québec. Ce discours se construit autour de l'obtention de droits linguistiques ou du respect des droits linguistiques des Canadiens français par la voie des tribunaux ou la voie législative et de l'intervention du gouvernement fédéral pour mettre en place les institutions de langue française à l'extérieur du Québec. Cependant avec l'arrivée au pouvoir des libéraux de Jean Lesage et le slogan « Maîtres chez nous », au début des années 1960, il se produit un schisme identitaire. La montée du mouvement du Front de libération du Québec, les États généraux du Canada français (1967), la fondation du parti Québécois ou le slogan « Égalité ou indépendance » de Daniel Johnson, le chef de l'Union nationale participent à la création de l'État québécois (Nation building) et son corollaire une identité québécoise. Au même moment, pour répondre à cette montée nationaliste, le gouvernement fédéral crée la Commission royale Laurendeau-Dunton, fait adopter la Loi sur les langues officielles, etc. Plusieurs services, institutions de langue française sont nés de ce discours. En ce qui a trait à l'identité canadienne-française, elle se régionalise pour répondre à l'identité québécoise : Acadien en Atlantique, Franco-ontarois puis Franco-Ontarien, puis Franco-Manitobain, Saskachewanais, etc.

Le troisième discours, le discours mondialisant, se manifeste vers le milieu des années 1980 avec le néolibéralisme de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan. En parallèle, les régions ressources, où il y a une forte concentration de francophones, connaissent un déclin économique en raison de la baisse des prix des matières premières, de la concurrence des pays en voie de développement et de la diminution des ressources (morue, mines, bois). La construction identitaire se renouvelle par une commodification<sup>1</sup> de la langue comme un avantage commercial, un capital qu'il faut faire fructifier. La langue est un moyen pour atteindre un marché économique. Là où il y a une forte présence de francophones comme au Nouveau-Brunswick ou dans le Nord de l'Ontario, la langue est perçue comme un atout économique et un moyen pour diversifier la structure économique, par exemple en attirant des centres d'appel bilingues pour servir le marché québécois et le marché nord-américain, ou pour créer des infrastructures touristiques (l'industrie la plus importante de la planète depuis le début des années 1990).

Ces trois discours coexistent aujourd'hui, s'imbriquant les uns dans les autres. Une lutte discursive constante est maintenant engagée dans les communautés francophones en situation minoritaire. Celle-ci nous influence présentement, que ce soit par l'annonce de l'honorable ministre Meilleur qui veut aider les entreprises franco-ontariennes à exporter vers les pays de la francophonie et faire de l'Ontario un membre de la francophonie (discours mondialisant), ou par la demande de l'ACFO-Provinciale pour un appui financier plus grand du gouvernement fédéral (discours modernisant), ou encore par l'ensemble des membres des Chevaliers de Colomb qui font une corvée pour refaire le toit d'une église (discours traditionnel).

En plus de ces trois discours, d'autres activités discursives témoignent de changements sociolinguistiques particuliers à l'Ontario français. En 1998, je participais avec la professeure Claudine Moise de l'Université de Montpellier à une recherche ethno-linguistique dans le Nord de l'Ontario, au cours de laquelle nous avons rencontré 40 personnes de Sudbury, de Kirkland Lake, de Larder Lake, de Kapuskasing et de Hearst. Durant les entrevues, les participants ont adopté différentes positions discursives qui correspondent à l'un des trois discours. Cependant, il y a des sous-discours qui se dégagent des entrevues tel un discours de la nordicité francophone basé sur l'occupation du sol, l'hiver, l'éloignement des grands centres, la possibilité de vivre en

français et l'histoire de la colonisation du Nord. Ce discours véhicule des opinions extrêmes : « il faudrait avoir un mouvement séparatiste du Nord pour créer une province à nous » ou « nous on est les vrais francophones de l'Ontario ». Dans les régions minières, on trouve un discours de la pauvreté : les personnes s'identifient au passé glorieux des mines, période durant laquelle les gens gagnaient de bons salaires, évoquent des accidents miniers et la possible réouverture d'une mine. Sur un ton pessimiste, ces personnes expriment leur désir de continuer la lutte, de rester et de trouver des solutions pour renouveler la communauté. Il y a aussi un discours divergeant entre les francophones qui s'impliquent et ceux qui ne le font pas selon la professeure Claudine Moise qui l'a résumé ainsi : plus on s'implique dans la communauté francophone plus on est pessimiste sur son avenir et moins l'on s'implique, plus on est optimiste (2003). En plus, ce qui est ressorti de cette étude de terrain, c'est la variété des étiquettes identitaires que les participants utilisaient : franco-ontarien, bilingue, francophone, parlant français, canadien-français, descendant d'un Canadien français.

Parallèlement à ma collaboration comme assistant de recherche, j'ai entrepris ma propre recherche ethnographique sur la construction identitaire des gays et des lesbiennes francophones en milieu minoritaire. Trente-six entrevues semi-structurées ont été menées entre 1998 et 2000. Dans le cadre de cette recherche, Normand Labrie et moi avons montré comment la question de l'homosexualité dans la communauté francophone conserve un caractère tabou, comment les participants construisent des stratégies discursives pour maintenir à la fois leur positionnement dans la communauté francophone et leur participation dans la communauté gaie et lesbienne dominée par la communauté anglophone. Parmi ces stratégies, il y a l'utilisation de l'implicité, le non-dit et le silence. Par ailleurs, il se dégage aussi un discours qui construit la communauté francophone selon un système d'inclusion et d'exclusion par l'utilisation de structures linguistiques telles les métaphores ou l'utilisation de discours inscrits dans une historicité de la question gaie et lesbienne et la construction de la communauté franco-ontarienne. En utilisant la conception de Giddens (1999) de centre-périphérie, nous montrons qu'il existe une tension entre l'élite et la périphérie.

Les cadres théoriques de Gayle Rubin (1993), de Michel Foucault (1999) et de Sedgwick Eve Kosofsky (1990) nous permettent d'une part de déterminer les caractéristiques des participants faisant partie du centre et de ceux faisant partie de la périphérie. D'autre part, nous pouvons positionner les discours acteurs selon leurs différentes identités. Il apparaît ainsi que les participants construisent une identité stratégique qui favorise deux grands discours : celui de la contestation du centre et celui de l'homogénéité. Dans les faits, l'hypothèse de l'existence d'une identité stratégique est possible dans la mesure où les participants peuvent s'approprier une ou plusieurs identités. Cela pose aussi le problème des identités multiples et les difficultés de soutenir une cause, bref de passer à l'action (revendiquer) ou de l'abandon d'une ou plusieurs causes (l'indifférence).

Malheureusement en 2002, j'ai dû me résoudre à abandonner mes études doctorales en raison des coûts élevés des frais de scolarité. Après une période de deuil et ma crise de la mi-temps de la vie, j'ai rencontré des gens impliqués et non impliqués dans la communauté francophone de Toronto témoignant des différentes tensions, de la frustration, du pessimisme et, à l'opposé, de l'optimisme. D'autres racontent leur sentiment d'exclusion, leur sentiment de ne pas avoir de légitimité parce qu'ils sont immigrants, assimilés ou ont une maîtrise douteuse de la langue française parlée et écrite.

Demeurant à Toronto, ces personnes prennent conscience du statut particulièrement précaire qu'occupe la communauté francophone, que ce soit par le nombre, la

fragmentation culturelle, le statut minoritaire envers d'autres groupes linguistiques, culturels et minorités visibles. Le chinois, l'italien, l'indu-pardu sont des langues plus parlées que le français. Il y a à Toronto plus de 250 communautés ethnoculturelles.

Les récents rapports de la commissaire aux langues officielles et la consultation d'Immigration Canada pour favoriser l'immigration de francophones à l'extérieur du Québec posent un sérieux problème quant à la capacité de la communauté francophone de l'Ontario d'assurer l'intégration des groupes ethnoculturels et des minorités visibles en provenance des pays francophones. Le dernier discours en octobre 2003 de l'honorable Denis Codère, ministre de l'Immigration, est préoccupant pour la communauté franco-ontarienne. Règle générale, la responsabilité d'assurer l'intégration d'un nouvel immigrant revient au groupe majoritaire, par exemple le gouvernement français ne demande pas à la minorité corse d'assumer cette responsabilité. La politique, énoncée par le ministre, fait de notre communauté l'une des rares sinon la seule au monde à se voir confier le mandat d'assurer l'intégration des immigrants.

À Toronto, l'intégration sociale et économique des nouveaux immigrants est freinée par le discours identitaire de la communauté francophone, le manque de ressources institutionnelles ainsi que le racisme. En outre, les nouveaux immigrants comprennent mal notre situation linguistique vu leur méconnaissance de notre histoire d'oppression. N'ayant pas cette connaissance, ils ne perçoivent que nos privilèges liés à la race, à la citoyenneté, à notre bilinguisme ainsi qu'à la classe sociale. Ces tensions se traduisent par une fragmentation communautaire, chaque groupe fonde leur propre association et désire leur part du faible budget consacré à la communauté francophone par le ministère Patrimoine canadien.

Il y a bien sûr d'autres problématiques telles que la diminution de l'utilisation des services en français, le dépeuplement du Nord de l'Ontario, l'urbanisation croissante de la communauté francophone, le déclin économique des régions rurales, etc.

Il est important de mentionner qu'il y a aussi des éléments positifs. Par exemple, nous avons obtenu des collèges de langue française, ainsi que la gestion scolaire. Nous avons un réseau de radios communautaires qui continue de croître. Nous avons de plus en plus d'entrepreneurs francophones. Il y a donc des forces positives.

Par contre, dans la Ville reine, il est impératif de construire une communauté francophone pour que nos programmes, services et institutions puissent s'épanouir et pour que nous puissions offrir des emplois et créer une dynamique communautaire afin de prendre notre place dans un environnement multiethnique, multilinguistique, multiculturel, multireligieux, etc.

C'est pourquoi en mars 2003, l'Association canadienne-française de l'Ontario-Toronto déposait un rapport de consultation qui présentait d'abord un portrait assez sombre de l'Association. L'Association était perçue très négativement par les personnes consultées. Certaines indiquaient la désuétude de son mandat et de ses objectifs, d'autres trouvaient que la façon de revendiquer donnait une mauvaise réputation aux francophones. D'autres encore croyaient que les personnes qui s'impliquaient étaient là pour se promouvoir socialement et n'avaient pas vraiment l'intérêt de la communauté à cœur. Les personnes immigrantes exprimaient un sentiment d'aliénation envers la communauté de « souche ». De plus, les principaux bailleurs de fonds mentionnaient leur manque de confiance envers la capacité de l'Association à remplir son mandat, à atteindre ses objectifs d'impact, à se renouveler, etc.

Afin de donner suite à l'ensemble de ces critiques, le nouveau conseil d'administration élu en juillet 2003 a proposé une série de changements. D'abord, l'Association a changé son nom en celui de l'Association des communautés francophones de l'Onta-

rio-Toronto. Ce choix s'explique par le fait que l'Ontario français est divisé géographiquement. Chacune des régions vit une réalité qui lui est propre, que ce soit sur le plan linguistique, démographique, économique et social. En marquant cette diversité qui existe, on peut concevoir des stratégies de tolérance envers l'expérience de l'autre. En outre, il y a plusieurs façons de vivre son identité francophone comme homme ou femme, ouvrier ou professionnel, hétérosexuel ou gai/lesbienne, blanc ou minorité visible, etc. En fait, nous sommes une société postmoderne, ouverte et sensible à la diversité tant individuelle que collective. En ce qui concerne les nouveaux immigrants francophones, ceux-ci ne constituent pas un tout homogène, chaque communauté francophone immigrante rencontre des obstacles particuliers, ce qui entraîne des problèmes d'insertion socioprofessionnelle. Bref, en devenant, l'Association des communautés francophones de l'Ontario-Toronto, on marque un désir d'**inclusivité**. Comme vous le remarquerez, nous avons conservé l'acronyme ACFO-TO pour conserver le symbolisme et l'ancrage historique de l'Association et pour souligner les luttes et les gains de nos prédécesseurs.

Nous avons aussi changé le statut de l'organisation. Nous sommes devenus un organisme de charité et nous sommes présentement dans l'attente de la délivrance de notre numéro d'organisme de charité par Revenu Canada. Nous avons choisi cette voie parce que nous voulons diversifier nos sources de financement et briser le cycle de dépendance envers le gouvernement fédéral. En faisant cela, nous devenons plus responsables financièrement à l'égard des donateurs communautaires et nous acquérons ainsi une plus grande légitimité auprès des corporations pour des dons ou des commandites pour nos projets. En outre, nous pouvons obtenir des dons de fondations privées plus facilement.

Pour obtenir ce numéro d'organisme de charité, nous avons modifié notre mission et nos objectifs. Nous nous donnons maintenant le mandat d'assurer le développement des compétences et du leadership des communautés francophones et celui de promouvoir la langue française et les cultures francophones.

Nous avons mis sur pied la première partie d'un programme de développement des capacités et du leadership communautaires qui comporte trois phases. La première phase consiste à offrir une formation de base d'une durée de 54 heures, divisée en 6 formations de 9 heures chacune : l'introduction à la problématique franco-ontarienne, la gestion de bénévoles, la mise sur pied d'un événement, la préparation d'un plan de communication, les moyens d'apporter un changement social et l'organisation d'une campagne de financement. Cette formation est suivie d'une période de stage supervisé de 45 heures en milieu communautaire francophone. La deuxième phase est similaire dans sa structure, à l'exception des formations, ces dernières ont pour objectif de fournir aux participants un contenu plus étoffé sur les parties suivantes : la gestion de bénévoles, l'organisation de campagne de financement et la gestion des relations publiques avec les médias. Puis ils apprennent les règles de bases de la gestion d'un organisme communautaire et les moyens de développer son leadership personnel. Cette formation est suivie à nouveau d'un stage. La troisième phase est un programme de mentorat de 50 heures dont le but consiste à ce qu'un francophone bien établi dans le milieu communautaire aide un jeune leader à bien connaître les fonctions d'un administrateur d'un organisme communautaire afin qu'il puisse agir efficacement à titre d'administrateur et lui donne les conseils nécessaires afin de développer son leadership.

En résumé, la première formation consiste à présenter la problématique de la communauté franco-ontarienne selon un contexte historique depuis la déportation des

Acadiens en 1755. Cette présentation montrent les tensions qui existent entre les anglophones et les francophones depuis cet événement : la Conquête, l'Acte de Québec, la rébellion de 1837-1838, le rapport Durham, l'Acte d'union, l'Affaire Riel, l'affaire des écoles françaises du Manitoba, le Règlement XVII, la Première et la Deuxième Guerre mondiale, Duplessis, la Révolution tranquille, la Loi sur les langues officielles, les référendums au Québec de 1980 et de 1995, l'Entente de Charlottetown de 1992 et la lutte de l'Hôpital Montfort.

Cette approche historique vise à mettre en évidence la tension linguistique et religieuse qui existe entre les deux groupes et le rapport de force qui s'en dégage. Par la suite, je fais un retour avec les participants en leur demandant de partager avec le groupe une partie de leur histoire qui aurait des liens avec le contenu de la présentation. Alors, ils nous parlent des abus de la colonisation, des dictatures, de la pauvreté, de la mortalité des enfants attribuable à la malnutrition, etc. Ce retour émotionnel fait émerger une expérience commune de l'oppression, à savoir que le vécu des francophones à travers l'histoire canadienne n'est pas si différent de le leur. Le résultat final est une convergence identitaire, dans la mesure où les nouveaux immigrants s'approprient, en partie, la cause franco-ontarienne et nous développons une empathie envers le vécu de l'immigrant.

Ce programme n'est qu'un exemple. Nous élaborons plusieurs projets, mais le fondement de ceux-ci sera toujours la façon dont un ou plusieurs organismes communautaires pourront bénéficier du projet. Bref, tous nos projets visent un partenariat pour développer les communautés francophones. Au lieu d'être un concurrent désirant obtenir des ressources, l'ACFO-TO les partagera en mettant sur pied des partenariats financiers où chaque partenaire recevra une partie du budget dans le but de développer nos capacités, notre leadership et promouvoir la langue française et les communautés francophones.

Jusqu'à maintenant, nous avons recruté 30 bénévoles qui proviennent de la francophonie canadienne et de la francophonie internationale, voici un tableau sommaire montrant la distribution de ces bénévoles et de leurs implications :

Pays	Nombre	Sexe	Projets
Québec	6	4 hommes 2 femmes	Conseil d'administration (4) Traduction de documents (2)
Congo	5	2 hommes 3 femmes	Conseil d'administration Formateurs Développement de projets
Ontario	2	1 homme 1 femme	Conseil d'administration Développement de projets
Maroc	3	2 hommes 1 femme	Conseil d'administration Relations communautaires Soutien informatique
Ontario (Anglophone)	1	1 homme	Collecte de fonds
Roumanie	2	1 homme 1 femme	Responsable des bénévoles Formateurs – plaidoyer social

Pays	Nombre	Sexe	Projets
France	3	2 hommes 1 femme	Formateur Implication communautaire (Élaboration d'un projet dans la communauté)
Algérie	1	1 femme	Relations communautaires
Cameroun	2	2 femmes	Implication communautaire
Burundi	2	2 femmes	Implication communautaire
Djibouti	1	1 femme	Implication communautaire
Belgique	1	1 femme	Implication communautaire
Sénégal	1	1 homme	Implication communautaire

Il est clair que pour construire une communauté francophone composée de plusieurs groupes identitaires à Toronto, l'ACFO-TO adopte un discours de la diaspora : nous avons un trait identitaire commun, construisons sur les intérêts communs pour enrichir les communautés, les organismes et les individus.

Finalement, pour moi, en partageant l'histoire de mes ancêtres avec ma collectivité, j'espère conserver vivante l'histoire de ceux-ci, mais surtout m'assurer que leurs luttes pour conserver la langue et la culture françaises en Amérique ne seront pas restées vaines et qu'elle se perpétuera à travers cette francophonie canadienne multiculturelle.

## NOTE

1. Terme emprunté de l'anglais par Monica Heller qui signifie la commercialisation d'un bien ; dans le contexte qui nous intéresse, il s'agit de la commercialisation de la langue comme bien marchandable.

## BIBLIOGRAPHIE

- MOISE, Claudine, « Le nouvel Ontario : nordicité et identité », dans Monica Heller et Normand Labrie (dir.), *Discours et identité*, Rennes, Éditions EME, 2003, p. 41-88.
- GIDDENS, Anthony, *The Consequences of Modernity*, Stanford, Stanford University Press, 1999.
- RUBIN, Gayle. « Thinking Sex », *The Lesbian and Gay Studies Reader*, New York, Routledge, 1993, p. 3-44.
- FOUCAULT, Michel, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1999.
- KOSOFKY, Sedgwick Eve, *Epistemology of the Closest*, Berkeley, Los Angeles University of California Press, 1990.